**LIBRE OPINION : La Syrie, trois ans après…**

*par Hélène NOUAILLE -"La lettre de Léosthène".*

**Rappel sur les printemps arabes**Qui se souvient des événements qui ont marqué le début de la guerre civile en Syrie, il y a un peu plus de trois ans ? Le 15 mars 2011, défilent à Damas des manifestants pro et anti régime. Nous étions dans le temps des très médiatiques « printemps arabes » : pour la presse européenne et américaine, pas de doute. A l’instar d’autres dictateurs moyen-orientaux, Bachar el Assad allait être balayé par la rue sous les coups de boutoir des aspirants à la « démocratie ». Le président syrien, élu depuis 2000, était quant à lui plus réservé sur le sort des « printemps » dans le monde arabe. « *Si vous voulez parler de la Tunisie et de l’Egypte, nous n’en sommes pas – nous ne sommes ni tunisiens, ni égyptiens. Nous ne pouvons être objectifs parce que la situation n’est pas claire, encore dans le brouillard. Elle n’est pas encore stabilisée. Ainsi, quoi que vous entendiez ou lisiez en ce moment, rien ne peut être très réaliste, précis ou objectif* ».

Au cours d’une longue interview donnée au *Wall Street Journal* début janvier 2011 (1), le président syrien soulignait encore la nécessité de réformes intérieures, au rythme imposé par les circonstances propres à chaque pays, et au sien en particulier. Rythme ralenti, faisait-il remarquer, par le désordre entretenu dans la région. « *Nous ne sommes pas des copies les uns des autres »,* ajoutait-il*, mais nous avons de nombreuses choses en commun. Je pense au désespoir. Lorsque vous avez une révolte, il est évident qu*’il y a de la colère, mais une colère nourrie de désespérance. Et cette désespérance a deux raisons : l’une est interne, l’autre externe. La raison interne est celle dont nous pouvons être blâmés, en tant qu’Etats et responsables, la raison externe est celle dont vous pouvez être blâmés, en tant que grandes puissance ou de ce que l’Occident appelle la « communauté internationale », qui, pour l’Occident, est faite des Etats-Unis et de quelques pays, mais non pas du monde entier. Appelons-les donc ‘les plus grandes puissances’, qui ont été impliquées dans la région depuis des dizaines d*’années* ».

Il remarquait encore, deux mois avant le début des manifestations à Damas, la stabilité de son pays – une réalité quand on sait la multiplicité des communautés (confessionnelles et ethniques) qui vivaient ensemble en Syrie : chiites (dont les Alaouites au pouvoir), sunnites, chrétiens, kurdes, réfugiés irakiens et minorités diverses y cohabitaient. « *Pour quelle raison la Syrie est-elle stable, quand nous vivons dans des conditions plus difficiles que d’autres ? L’Egypte est aidée par les Etats-Unis, quand nous avons été mis sous embargo par la plupart des pays du monde. Nous avons de la croissance bien que nous manquions de beaucoup de ce qui fait les besoins de base de la population. En dépit de cela, notre population ne se soulève pas* ». Mais il allait avoir comme ennemis d’autres fauteurs de troubles que les ‘plus grandes puissances’, des acteurs régionaux qui allaient appuyer d’abord, puis prendre le dessus sur les premiers mécontents de Damas, ceux qui réclamaient une ouverture du régime. Il allait aussi devoir face au retournement de la Turquie, dont le *Wall Street Journal* remarquait en janvier 2011 qu’elle était « *son plus grand partenaire économique* ».

**La Syrie laïque, une cible pour les pays du Golfe**

Si Bachar el Assad évoquait le président Obama (« *prêt à écouter* » dit-il, « *une personne sincère qui croit à ce qu’il dit* »), c’est pour remarquer que malgré des signaux positifs, « *rien n’a changé dans la réalité* », parce qu’il y a la « *situation intérieure des Etats-Unis ; vous avez le Congrès, vous avez beaucoup d’autres institutions ; et avant ou après les élections, il n’y a pas eu de grande différence eu égard à notre situation. Et ces institutions ne voient pas toujours les intérêts des Etats-Unis, au moins dans notre région, d’une façon très réaliste*». Mais de ses voisins régionaux, le président syrien ne disait rien en janvier 2011 – un oubli volontaire ?

Or, confirme dans une très belle analyse des rapports de force militaires au Moyen-Orient aujourd’hui le colonel (ER) Alain Corvez (2), il manquait à l’interview du président syrien une pièce essentielle : « *La Syrie est la cible des monarchies du Golfe car elle a toujours été un état laïc défenseur de la cause arabe, accueillant par centaines de milliers les réfugiés palestiniens puis irakiens. C’est aussi pourquoi elle a été la cible dès 2011 des monarchies du Golfe et de la Turquie, ainsi que des Etats-Unis et des Européens, dont la France qui, après avoir échoué à constituer une « opposition laïque et démocratique » qui n’existait que dans les hôtels où elle se réunissait, se sont résolus à armer des djihadistes pour parvenir à leurs fins* ». Au travers de péripéties chaotiques, la guerre civile a fait en trois ans quelque 200 000 morts (« *dans les 200 000 morts actuellement annoncés, près de 80 000 sont des soldats et des forces de l’ordre. 60 000 sont des rebelles, essentiellement djihadistes, et le reste des victimes civiles* ».

Pourtant, si l’on se réfère à Alain Chouet (2), ancien officier de renseignement français, « *il aurait peut-être été possible à la communauté internationale de changer la donne il y a un an* (en 2012) *en exigeant du pouvoir syrien des réformes libérales en échange d’une protection internationale assurée aux minorités menacées ».* Parce que « *les minorités de Syrie – en particulier, les Alaouites qui sont en possession des appareils de contrainte de l’État – sont des minorités inquiètes pour leur survie qu’elles défendront par la violence ».* Or, « *puisque l’Arabie et le Qatar – deux monarchies théocratiques se réclamant du wahhabisme – sont théoriquement nos amies et nos alliées, nous aurions pu leur demander de (…) calmer le jeu. Il n’en a rien été. À ces minorités syriennes menacées, l’Occident, France en tête, n’a opposé que la condamnation sans appel et l’anathème parfois hystérique tout en provoquant partout – politiquement et parfois militairement – l’accession des intégristes islamistes au pouvoir et la suprématie des États théocratiques soutenant le salafisme politique* ».

**Qu’en est-il aujourd’hui ?**

Le colonel Alain Corvez le résume en toute clarté : « *Ces dernières semaines, l’armée syrienne a repris du terrain aux rebelles et le gouvernement légal a assis son emprise morale sur le pays face aux exactions des islamistes, car même ceux qui s’opposaient à lui jusqu’alors le soutiennent désormais, d’autant plus qu’un processus de réconciliation nationale est en cours qui vise à respecter toutes les tendances de la société dans le cadre d’une Constitution démocratique. Le gouvernement de Bachar el Assad est donc plus fort aujourd'hui qu'il n'était il y a deux ou trois ans. D'ailleurs ses soutiens extérieurs restent inflexibles, à commencer par la Russie mais aussi l'Iran et la Chine, sans oublier d'autres pays arabes comme l'Irak et l'Algérie et de nombreux pays d'Amérique latine et d'Afrique. Les pertes et destructions que le pays a subies sont énormes et sa reconstruction prendra des années, d’autant que plusieurs millions de Syriens sont déplacés ou réfugiés à l’étranger ».* Et ce malgré l’attitude ambiguë des Etats-Unis, où le Congrès a autorisé en septembre dernier (amendement McKeon) le financement des « rebelles » en Syrie.

Et malgré l’apparition de l’Etat islamique (ou Daesh) jusqu’en Irak voisin : « *On peut dire aujourd’hui que l’armement et les matériels de Daesh sont, pour une large part, issus de ce soutien aux islamistes dans le but de renverser le gouvernement légal. L'attitude actuelle des Etats-Unis dans la guerre contre l'Etat islamique est ambiguë et le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a pu dire récemment qu'il soupçonnait Washington d'avoir toujours Damas comme objectif, sans le dire ouvertement. A l’inverse des Turcs Erdogan et Davidoglu, finalement moins hypocrites*». En effet, l’AFP rapportait fin novembre les propos tenus par le ministre russe (3) : « *Les Américains affirment que le régime d’Assad est un pôle important attirant les terroristes dans la région, pour justifier leur volonté de le renverser. Je pense que ceci relève d’une logique pervertie ». Lavrov a, de même, cité le Secrétaire d’Etat américain John Kerry qui lui a dit, selon lui, que la coalition menée par les Américains contre l’EI ne voulait pas être mandatée par le Conseil de sécurité de l’ONU, parce que cela obligerait « d’une certaine manière, à enregistrer le statut du régime d’Assad* ».

De plus, pour être tout à fait complet, Alain Corvez raconte que l’armée syrienne (300 000 soldats dont des conscrits sans expérience en 2011 et des équipements vieillis) s’est, malgré quelques défections, restructurée : « *Désormais elle ne compte plus qu’environ 150 000 à 180 000 hommes, mais aguerris à l’épreuve du feu depuis près de quatre ans et disposant d’équipements modernes fournis par ses alliés, surtout la Russie. Composée majoritairement de sunnites, elle a gardé sa cohésion et sa discipline et s'est adaptée aux nouvelles formes de combat, notamment à la guérilla, remplaçant les grands bataillons par des unités plus petites et plus souples. Les experts du Hezbollah et des Gardiens de la révolution iraniens lui ont apporté leurs conseils. Elle regagne des positions perdues et, grâce à un incomparable service de renseignement, elle est capable de déjouer la manœuvre ennemie, voire de la tromper ».*

Trois ans après donc, la Syrie de Bachar el Assad est toujours debout, gravement touchée dans sa population civile et militaire, son économie, son patrimoine. Il est de même toujours difficile de s’informer sur ce qu’il s’y passe en réalité. « *La Syrie est géographiquement et politiquement au centre du Moyen-Orient* » disait le président syrien au *Wall Street Journal* en janvier 2001. Il ne pensait pas alors que son pays serait au cœur, trois ans après, d’un affrontement géopolitique régional mais aussi mondial entre ces « très grandes puissances » qui ne savent pas gérer leurs différents… ni en assumer les conséquences.

Le brouillard flotte sur son avenir et celui de la région.

*Auteur : Hélène NOUAILLE
Source : La lettre de Léosthène*

**Documents** :

**Alain Chouet et l’information sur la Syrie** (novembre 2013)

(<http://www.michelcollon.info/La-Syrie-dans-la-tourmente-des.html>)

« Peu habitué à la communication, le régime syrien en a laissé le monopole à l’opposition. Mais pas à n’importe quelle opposition. Car il existe en Syrie d’authentiques démocrates libéraux ouverts sur le monde, qui s’accommodent mal de l’autoritarisme du régime et qui espéraient de Bashar el-Assad une ouverture politique. Ils n’ont obtenu de lui que des espaces de liberté économique en échange d’un renoncement à des revendications de réformes libérales parfaitement justifiées. Mais ceux-là, sont trop dispersés, sans moyens et sans soutiens. Ils n’ont pas la parole et sont considérés comme inaudibles par les médias occidentaux car, en majorité, ils ne sont pas de ceux qui réclament le lynchage médiatisé du « dictateur » comme cela a été fait en Libye.

Si vous vous informez sur la Syrie par les médias écrits et audiovisuels, en particulier en France, vous n’aurez pas manqué de constater que toutes les informations concernant la situation sont sourcées « Observatoire syrien des droits de l’homme » (OSDH) ou plus laconiquement « ONG », ce qui revient au même, l’ONG en question étant toujours l’Observatoire syrien des droits de l’homme.

L’observatoire syrien des droits de l’homme, c’est une dénomination qui sonne bien aux oreilles occidentales dont il est devenu la source d’information privilégiée voire unique. Il n’a pourtant rien à voir avec la respectable Ligue internationale des droits de l’homme. C’est en fait une émanation de l’Association des Frères Musulmans et il est dirigé par des militants islamistes dont certains ont été autrefois condamnés pour activisme violent, en particulier son fondateur et premier Président, Monsieur Haytham el-Maleh. L’Osdh s’est installé à la fin des années 80 à Londres sous la houlette bienveillante des services anglo-saxons et fonctionne en quasi-totalité sur fonds séoudiens et maintenant qataris.

Je ne prétends nullement que les informations émanant de l’OSDH soient fausses, mais, compte tenu de la genèse et de l’orientation partisane de cet organisme, je suis tout de même surpris que les médias occidentaux et en particulier français l’utilisent comme source unique sans jamais chercher à recouper ce qui en émane.

Second favori des médias et des politiques occidentaux, le Conseil National Syrien, créé en 2011 à Istambul sur le modèle du CNT libyen et à l’initiative non de l’État turc mais du parti islamiste AKP. Censé fédérer toutes les forces d’opposition au régime, le CNS a rapidement annoncé la couleur. Au sens propre du terme…. Le drapeau national syrien est composé de trois bandes horizontales. L’une de couleur noire qui était la couleur de la dynastie des abbassides qui a régné sur le monde arabe du 9è au 13è siècle. L’autre de couleur blanche pour rappeler la dynastie des Omeyyades qui a régné au 7è et 8è siècle. Enfin, la troisième de couleur rouge censée représenter les aspirations socialisantes du régime. Dès sa création, le CNS a remplacé la bande rouge par la bande verte de l’islamisme comme vous pouvez le constater lors des manifestations anti-régime où l’on entend plutôt hurler « Allahou akbar ! » que des slogans démocratiques ».

**Le pillage du patrimoine syrien** (décembre 2014, Omar Ouahmane)

Les rebelles vendent les antiquités pour financer la guerre

Le Liban est devenu la plaque tournante du trafic d'antiquités venues de la Syrie en guerre civile depuis bientôt 4 ans. Elles sont vendues par des rebelles syriens pour financer leur guerre contre le régime de Bachar al-Assad. Ces antiquités transitent notamment par la ville de Majdal Anjar, une petite agglomération sunnite située dans la vallée de la Békaa et adossée à la frontière syrienne. Elle est sur la route de  Damas, ce qui en fait un des principaux axes de passage de la contrebande d'antiquités. Des pièces d'une valeur parfois inestimable sont vendues pour quelques centaines de dollars ou échangés contre des armes et des munitions au profit de la rébellion syrienne. Bassem, 24 ans, est un contrebandier, il se rend toutes les semaines en Syrie de l'autre côté de la montagne et revient chargé d'antiquités : "*Je les fais venir à cheval. Je transporte des armes et en échange je ramène des antiquités. Après des gens importants se chargent de les vendre en Europe. La dernière fois on a reçu deux pièces qui ont été vendues ensuite près d’un million de dollars, des statues très anciennes et en or».* (…) En dépit des efforts de l’Unesco, c’est donc au tour de la Syrie, après l'Irak, de voir son héritage ravagé ou pillé. Berceau de nombreuses civilisations,  romaine, grecque, phénicienne ou byzantine le sous-sol syrien fait, depuis le début de la guerre civile, l'objet d'un pillage organisé et systématique.  Et les sommes d’argent générées par ce trafic d'antiquités, le troisième plus important après la drogue et les armes, sont énormes : entre 6 et 15 milliards d'euros par an selon certains experts.

<http://www.franceinfo.fr/actu/faits-divers/article/syrie-les-rebelles-vendent-les-antiquites-pour-financer-la-guerre-615189>

**Carte** :

Les groupes armés non étatiques au Moyen-Orient (Corentin Denis, 2014 pour *Les clefs de Moyen-Orient*)

<http://www.lesclesdumoyenorient.com/IMG/png/1._groupes_armes_au_mo.png>

**Notes** :

(1) *The Wall Street Journal*, le 31 janvier 2011, *Interview With Syrien President Bachar al-Assad*

[http://www.wsj.com/news/articles/SB10001424052748703833204576114712441122894?mg=reno64-wsjHYPERLINK "http://www.wsj.com/news/articles/SB10001424052748703833204576114712441122894?mg=reno64-wsj&url=http%3A%2F%2Fonline.wsj.com%2Farticle%2FSB10001424052748703833204576114712441122894.html"&HYPERLINK "http://www.wsj.com/news/articles/SB10001424052748703833204576114712441122894?mg=reno64-wsj&url=http%3A%2F%2Fonline.wsj.com%2Farticle%2FSB10001424052748703833204576114712441122894.html"url=http%3A%2F%2Fonline.wsj.com%2Farticle%2FSB10001424052748703833204576114712441122894.html](http://www.wsj.com/news/articles/SB10001424052748703833204576114712441122894?mg=reno64-wsj&url=http%3A%2F%2Fonline.wsj.com%2Farticle%2FSB10001424052748703833204576114712441122894.html)

(2) Investig’Action, le 13 octobre 2013, Alain Chouet, *La Syrie dans la tourmente des « printemps arabes »*

<http://www.michelcollon.info/La-Syrie-dans-la-tourmente-des.html>

(3) 20 minutes/AFP, le 22 novembre 2014, Syrie : *Lavrov accuse Washington de chercher à renverser « subrepticement » Assad*

<http://www.20minutes.fr/monde/1486086-20141122-syrie-lavrov-accuse-washington-chercher-a-renverser-subrepticement-assad>

**Léosthène, Siret  453 066 961 00013 FRANCE  APE 221E  ISSN 1768-3289.
Directeur de la publication : Yves Houspic**(yhouspic@gmail.com)

**Directrice de la rédaction : Hélène Nouaille**(helene.nouaille@free.fr)
**Copyright©2014. La Lettre de Léosthène. Tous droits réservés**